

Initiatives ministérielles

dans ma circonscription s'occupent également des problèmes de Scarborough-Centre.

Je suis en faveur de l'amendement pour plusieurs raisons. Comme je fais partie moi-même d'un groupe ethnique, et après avoir lu attentivement ce projet de loi et vu certains députés à l'oeuvre en dehors de la Chambre, j'ai la certitude que les 21 nominations aux postes d'administrateur seront des nominations politiques. Ces postes seront comblés par des partisans conservateurs, par des personnes que le gouvernement veut y caser.

Nous avons constaté sans l'ombre d'un doute que le gouvernement se servait de ses pouvoirs pour combler ce genre de poste et pour faire ce qu'il lui plaît. Encore la semaine dernière, la nomination de ces huit sénateurs alors que les gens ne veulent pas de la TPS. On a appelé les renforts. Madame la Présidente, je vais y revenir, mais je vois que vous me faites signe de la main. Il saute aux yeux que le gouvernement va se servir de ces 21 nominations pour attirer quelques politiciens.

M. Milliken: Comme ceux-ci? C'est un scandale.

M. Karygiannis: . . . quelques dirigeants des communautés ethniques qui n'ont aucun respect. . .

Mme Browes: Vous insultez les gens.

M. Karygiannis: J'insulte les gens selon ma collègue de Scarborough-Centre. Je suis bien content de le lui entendre dire car je fais partie d'un groupe ethnique et je sais que les nominations que le gouvernement a faites dans les communautés ethniques sont un vrai scandale.

M. Hudon: Non, monsieur.

M. Karygiannis: Oh, peut-être que. . . Ils disent non, monsieur. Madame la Présidente, je peux vous en parler sur la foi de mon expérience.

Des voix: Oh, oh!

M. Karygiannis: Ce que disent le gouvernement et le ministre de la Justice, de ce côté, c'est que ce n'étaient pas des conservateurs, mais qu'ils vont le devenir. Vraiment, madame la Présidente, je n'en reviens pas. Ce que ce gouvernement a fait, je sais que c'est très mal, madame la Présidente, que ça dépasse les bornes, et je dirai qu'en raison de son attitude, de ce qu'il a fait par le passé, j'ai parfois honte de dire que je suis un Canadien ayant une forte ascendance ethnique. Parce que ce gouvernement se sert des gens d'origine ethnique pour se faire valoir—et c'est bien ce qui va se passer à Edmonton. . .

Une voix: Ça va leur coûter cher.

Mme Campbell (Vancouver-Centre): Parlons donc de la campagne d'investiture.

M. Karygiannis: Oh, la ministre de la Justice voudrait que l'on parle de la campagne d'investiture. Je suis content qu'elle le dise, parce que les gens d'origine ethnique en Ontario et dans le reste du pays appuyaient le Parti libéral, et ils sont tellement offensés de la tournure des choses.

J'ai rencontré des gens à Sarnia, et encore à Windsor, parce que j'ai eu l'occasion de voyager dans la magnifique province de l'Ontario, et tous ceux que j'ai rencontrés étaient réellement offensés de ce que les députés d'en face essaient de faire. C'en est incroyable. Ils veulent offrir un cadeau politique aux gens d'origine ethnique, et c'est honteux. Je n'ai donc pas d'autre choix que d'appuyer l'amendement.

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Madame la Présidente, je traiterai très brièvement de l'amendement dont nous sommes saisis. Je n'ai que deux choses à dire. Je veux signaler la participation en force des députés de la belle ville de Scarborough, ici, aujourd'hui.

Le mécanisme proposé par cet amendement est fort louable, et son concept a été examiné par nul autre que le premier ministre lui-même, dans le choix des candidats éventuels au Sénat. Le mécanisme en question a été cité dans l'accord du Lac Meech. Il prévoit que les personnes nommées par le gouvernement doivent être choisies parmi une liste dressée par le groupe client, si vous me permettez l'expression.

Je ne peux pas imaginer de meilleur mécanisme qui puisse à la fois éliminer toute apparence de népotisme, qui risque toujours d'être soupçonné dans toute nomination, et accroître le processus démocratique et même, ramener le choix des candidats parmi le vrai monde, le groupe client, parmi ceux qui ont besoin de l'organisation en cause. Pour ces deux raisons, j'appuie cet amendement.

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Madame la Présidente, j'appuie moi aussi l'amendement de ma collègue de Vancouver-Centre et je crois. . .

Mme Mitchell: Vancouver-Est.

M. Skelly (Comox—Alberni): Pardon. Je pensais que la représentante de Vancouver-Centre aurait la sagesse de l'appuyer, mais je peux me tromper.